

Les échanges commerciaux du Canada avec l'Amérique centrale demeurent faibles. En fait, la proportion des exportations canadiennes destinées à l'Amérique latine prise dans son ensemble a diminué au cours des dernières années, passant de 5,09 en 1980 à 2,77 p. 100 du total en 1986. Cette baisse a été attribuée au fait que la région a été de moins en moins en mesure d'importer à cause de la crise économique et de la dette extérieure croissante des divers pays. (En fait, c'est l'énormité de cette dernière qui lie le plus directement les économies canadienne et latino-américaine: en tout, les pays d'Amérique latine devaient aux principales banques canadiennes plus de 27 milliards de dollars (CAN) en 1986.)

Contrairement aux États-Unis, le Canada a maintenu ses relations commerciales et diplomatiques avec Cuba, son quatrième partenaire en importance en Amérique latine, après le Brésil, le Mexique et le Venezuela. De même, Ottawa ne s'est pas opposé à la réinstallation à Toronto depuis Miami du bureau de l'attaché commercial du Nicaragua, après que les États-Unis eurent imposé leur embargo contre ce pays en 1985.

Bien que la politique du Canada relative à la surveillance des exportations décourage la vente de matériel et de technologies militaires à des pays en guerre ou sur le point de l'être, les audiences de l'*Irangate* ont révélé qu'un négociant canadien avait fourni des biens militaires aux *contras*. Devant une telle réalité, beaucoup ont réclamé la révision et une application plus rigoureuse de la politique en question.

Le Canada n'est pas membre à part entière de l'OEA et il n'a pas signé le Traité interaméricain d'assistance réciproque, mais il bénéficie du statut permanent d'observateur au sein de l'OEA et aux réunions de la Conférence des armées américaines.

La politique canadienne à l'égard de l'Amérique centrale a évolué à mesure que l'opinion publique s'est intéressée de plus en plus aux débats sur la politique étrangère en général, et plus particulièrement à ceux qui concernaient la meilleure façon de réagir à la crise sévissant dans cette partie du monde. Les églises ont grandement contribué à informer la population et elles se sont souciées de stimuler le débat public sur ces questions, tout comme l'ont fait les syndicats et les nombreux organismes non gouvernementaux menant des projets en Amérique centrale. Par exemple, la campagne *Tools for Peace* a permis de recueillir chaque année jusqu'à deux millions de dollars canadiens pour envoyer des fournitures médicales et techniques au Nicaragua.

En fait, la situation de l'Amérique centrale est devenue aux yeux du public canadien une des dimensions primordiales de la politique